

# Appel à soutenir et à voter Jean-Luc Mélenchon pour les élections à la présidence de la république

Citoyen(ne)s, cher(e)s ami(e)s ou camarades,

Comme vous le savez, marquée depuis quelques mois par les luttes sociales et particulièrement par l'opposition à la loi-travail, conditionnée par les attentats terroristes et particulièrement par celui de juillet à Nice, l'actualité politique française semble en grande partie phagocytée par la future élection présidentielle de 2017, sur laquelle plane l'ombre de Marine Le Pen.

En réalité, le combat idéologique atteint un paroxysme.

Les conceptions de la droite et de l'extrême droite ne contaminent pas forcément beaucoup plus de personnes, mais leur expression se libère de plus en plus et ses partisans deviennent de plus en plus ouvertement militants.

Force est de reconnaître que nos gouvernants actuels, de la droite sarkozyste à la droite socialiste ont tout fait pour justifier dans l'opinion les thèmes favoris du Front National.

Outre le bouc émissaire de l'immigration, il y a celui de l'Islam. Cette religion, de laquelle on s'accommodait à peu près lorsqu'il fallait fournir la chair à canon des tirailleurs sénégalais, puis les régiments d'Afrique du Nord ou également les travailleurs de Boulogne Billancourt et d'ailleurs entassés par la Sonacotra, est devenue l'ennemi public n°1 et serait la fourrière des troupes djihadistes venues de Syrie ou d'Irak. Elle ne pose d'ailleurs aucun problème de conscience à ses pourfendeurs lorsqu'elle est le fait de l'Arabie Saoudite ou des Émirats du golfe persique, producteurs de pétrole, détenteurs de pétrodollars et acheteurs d'armes ou de clubs de football.

Les attentats terroristes ?

Ils seraient donc la faute à l'Islam désigné comme l'Envahisseur et caractérisé comme ennemi "civilisationnel" et il faudrait adopter toujours plus de mesures répressives, fussent-elles discriminatoires et attentatoires aux libertés : état d'urgence, déchéance de nationalité, priorité démagogique donnée à l'opération Sentinelle, qui, sans aucune efficacité réelle de dissuasion, rassurerait l'opinion publique volontairement effrayée auparavant par des discours du genre "Nous sommes en guerre !" et coûterait, d'après le ministre Le Drian, plus d'un million d'euros par jour !

(Voyez aussi l'escalade du député de La Rochelle, Olivier Falorni et sa préconisation, lors du café-débat au "Café du Coin de la Rue", à Périgny, de la mise à l'isolement total des musulmans "radicalisés" en prison, comme s'ils ne devaient jamais en sortir ou comme si, à leur sortie, ils seraient devenus de gentils-musulmans-inoffensifs-et-convaincus-des-bienfaits-de-la-laïcité, après avoir été traités comme des bêtes).

Le terrorisme ? Il aurait aussi comme vecteurs les immigrés et il faudrait donc stopper toute immigration, et par exemple éradiquer le camp de Calais, même si on ne sait pas quoi faire des migrants et même pour ceux qui ne veulent pas rester en France, parlent anglais et ne rêvent donc que de Grande Bretagne ! Ah ! Pourquoi ne se sont-ils pas tous noyés en Méditerranée ?

Irons-nous jusqu'à l'emprisonnement des suspects ? Ce n'est pas exclu. En tous les cas, même légiférer sur la façon de s'habiller n'est pas jugé incongru par le Premier Ministre !

Réfléchissons plutôt sur le fait que la quasi totalité des terroristes connus sont français, nés en France, y ont été élevés et y ont toujours vécu ! Ce qui voudrait dire que c'est bien nous, notre système social, notre système éducatif, notre système judiciaire et en général notre façon de traiter les immigrés et leurs enfants, qui produisons ces monstres.

Cela n'empêche en aucune manière la France de continuer à participer sous la direction de l'OTAN aux bombardements aériens sur la Syrie et l'Irak et peut-être demain, à nouveau sur la Lybie, sans aucun mandat de l'ONU et surtout sans rechercher avec toutes les parties concernées, aucune solution de paix. Il faut pourtant avoir bien conscience que chaque bombe tombée là-bas sans discernement peut produire ici de nouveaux djihadistes.

Mais avant tout, nos gouvernants actuels, de la droite sarkozyste à la droite socialiste, continuent à vouloir justifier un système économique et financier de libre échange, qui s'est pourtant montré désastreux pour la presque totalité du peuple (et des peuples), à l'exception notoire des Riches, qui eux, peuvent continuer à s'enrichir au-delà de toute nécessité. Nous sommes ainsi, paraît-il, devenus le pays d'Europe champion toutes catégories du versement de dividendes. Seul ce monde du libre échange a en définitive grâce aux yeux de ces porte-flingues de l'oligarchie même s'ils se disent de gauche et se prétendent –mais de moins en moins- socialistes. Quitte d'ailleurs à appeler l'Europe libérale au secours pour promouvoir des projets qui paraîtraient contre nature aux militants socialistes de base.

Après avoir essayé de cacher aux yeux de l'opinion, sous le tapis du secret des négociations, le traité de libre échange avec les Etats-Unis, le gouvernement PS fait croire par exemple, à l'abandon par la France de ce projet de TAFTA, alors que la décision même de poursuivre les négociations a déjà été prise et qu'elle dépend de l'Europe, à qui François Hollande ne veut pas réellement s'opposer. De toute façon, après avoir plus ou moins échoué à vendre ce TAFTA à l'opinion, ils voudraient maintenant faire entrer par la fenêtre ce qui n'a pas pu passer par la porte : et voici que voilà le CETA (projet identique au TAFTA) avec le Canada !

Ce gouvernement PS fait aussi semblant de lutter pour l'écologie mais en maintenant en activité les centrales nucléaires, même au-delà du raisonnable, certaines étant déjà devenues obsolètes selon leurs propres critères et il ruse en faisant croire que grâce à lui, un accord mondial s'est réalisé qui empêchera le réchauffement climatique du globe, alors qu'il sait pertinemment qu'en l'absence de toute contrainte, cet accord restera lettre morte.

Et puis, dans ce domaine, n'avons-nous pas une ministre de l'écologie en désaccord avec le déversement des boues rouges en Méditerranée, comme avec le dragage du sable en baie de Lannion et qui le dit, même si, apparemment, le dire, c'est tout ce qu'elle peut faire.

Trop occupés à “aller à la soupe“, les partis politiques écologistes n’en ont apparemment cure et ils continuent imperturbablement à s’allier avec les socialistes ou le cas échéant les radicaux de gauche, ou, suivez mon regard rochelais, les “divers gauche“.

La loi “travail“ justifie elle aussi les thèses libérales du Medef : le coût du travail serait trop important en France et c’est pour cela que les patrons doivent bénéficier d’encore plus de cadeaux, fiscaux ou autres, en échange de quoi ils auront la bonté d’embaucher, certes avec des emplois précaires, mais s’ils ne pouvaient plus licencier à leur gré, ce serait si terrible pour eux, etc. Quant aux salariés, il faudrait leur faire comprendre qu’avec la crise, ils doivent faire preuve de plus de flexibilité, même si leur vie doit ainsi être rendue encore un peu plus précaire, car, n’est-ce pas, il y a “la dette“ et notre devoir de la rembourser aux prêteurs! Car on continue à faire gober au bon peuple que la dette est l’équivalent d’une année de PIB, trop considérable pour nous éviter l’austérité, sans jamais évoquer sa durée du remboursement qui elle, est supérieure à 7 années, ce qui modifie considérablement la donne et la ramène à des proportions plus raisonnables. Sans parler du caractère injustifiable car illégitime d’une partie de cette dette.

Bref! Nous sommes en présence d’un parti au pouvoir qui s’est fait élire grâce aux voix de la gauche pour combattre enfin la Finance et renégocier les traités européens, mais qui conduit dans les faits une politique droitière et anti sociale en se basant sur une idéologie favorable au capitalisme, lequel serait la fin de l’histoire, le seul mode sociétal possible! L’Europe politique est devenue le garant de ce système économique ; le “Brexit“ vient encore de compliquer la donne en affaiblissant le pouvoir politique européen mais sans que les dirigeants européens ne remettent en cause son système politique, économique et social.

En France même, si nous ne cautionnons pas le système de la V<sup>ème</sup> République qui nous enjoint de mettre de côté nos véritables préoccupations, lesquelles demeurent celles du choix de la société que nous ferions pour le futur, proche ou éloigné, donc pour nous et nos enfants, nous sommes bien obligés de nous intéresser aux futures élections, présidentielles et législatives. Nous savons bien que nous ne sortirons pas de la toile tendue par les institutions du régime de la V<sup>ème</sup> République sans exploiter les possibilités qu’il nous laisse de le faire. Autrement dit, si nous voulons changer –sans violence- le monde dans lequel nous vivons, il faudra bien en passer par les urnes.

Les médias, en général, pour les élections présidentielles à venir, nous prédisent 3 scénarii seulement dès le premier tour :

Scénario 1 : L’extrême droite l’emporte et c’est le retour des années sombres avec la victoire de la haine des autres. La droite est deuxième.

Scénario 2 : la droite l’emporte et nous impose toujours plus la société de libre échange du système capitaliste débridé. Le FN est deuxième.

Scénario 3 : le gouvernement actuel ou son fac-similé prolonge son bail et continue le sale boulot du social-libéralisme au nom d’une gauche soit disant “moderne“. Le FN ou la droite est deuxième

De ces scénarii, les bonimenteurs patentés des médias n’en retiennent finalement plus qu’un pour le deuxième tour. Les dés sont déjà jetés : il opposera le FN à la droite !

Quant à nous, citoyens d'en bas mais néanmoins électeurs potentiels, n'aurions-nous qu'à écouter et suivre ces fabricants d'opinion ? Devrions-nous les laisser faire et rester spectateurs ?

### **Entrons plutôt dans le débat ! Ne nous laissons pas abuser !**

La supériorité du système capitaliste sur tout autre, martelée par la plupart des médias, est continuellement imposée à l'opinion. C'est aussi le point de vue adopté par le PS, qui prétend que pour résoudre les problèmes économiques il faut se soumettre aux vœux du patronat, que ce soit avec les cadeaux fiscaux aux entreprises, le fameux Pacte de responsabilité, la "loi Macron" ou la "loi El Khomri".

Pourtant, le parti au pouvoir actuellement en France est discrédité dans cette même opinion au point que très peu souhaitent voir le président en fonction se représenter aux prochaines élections !

Il est discrédité au point qu'il a suscité en son propre sein une opposition, celle des "frondeurs" qui toutefois n'y représentent qu'une minorité. Tant qu'ils resteront inféodés à leur parti et voteront avec lui, ils ne pourront avoir un poids sérieux sur la politique menée ! D'ailleurs, les motivations des plus médiatiques d'entre eux, Hamon, Filoche ou Montebourg, ne sont pas forcément incompatibles avec celles de leur majorité. Ils donnent plus l'impression de vouloir changer le candidat à la présidentielle que de vouloir changer la politique française. Quant à l'opposante d'opérette, Martine Aubry, elle ne fait même plus illusion elle qui a désormais appelé au rassemblement autour de Hollande !

Déjà en 2012, Hollande et le PS n'avaient du leur succès au 2<sup>ème</sup> tour qu'à des promesses électorales du genre "mon ennemi, c'est la Finance" et "je renégocierai les traités européens" et au sentiment que le PS était le seul rempart possible, après avoir viré Sarkozy et sa clique de droite, contre Le Pen et sa clique d'extrême droite.

Il n'est pas certain que cette fois, le mot d'ordre du "vote utile" pour contrer le FN puisse avoir une quelconque influence en faveur du PS. À gauche en effet, trop nombreux sont ceux qui ont juré de ne plus s'y laisser prendre ! Les quelques progrès sociétaux dont on pourrait faire crédit à ce gouvernement (mariage pour tous, ...) étant par trop timides et inconsistants face aux promesses non tenues (droit de vote des étrangers aux élections locales, par exemple) et surtout aux réponses de plus en plus droitières apportées aux graves problèmes économiques et sociaux du chômage et des bas salaires et aux atteintes constantes aux droits des travailleurs (loi Macron, loi El Khomri).

Il est probable, au contraire, qu'on assistera à un effondrement total du PS.

Est-ce que ce sera au profit de la droite classique ?

Pas sûr, engoncée qu'elle est dans des affaires judiciaires qui semblent –enfin !– rattraper son leader Sarkozy, au point qu'elle est obligée de compter sur le succès d'un vieux cheval de retour, lui-même déjà auparavant condamné par la Justice : Juppé. Il devient aussi de plus en plus difficile à la droite de faire avaler ses mesures toujours plus autoritaires et agressives comme le report de l'âge de la retraite de plus en plus loin, les attaques contre les droits des chômeurs ou les faveurs fiscales aux Riches, sans compter

les coupes drastiques dans les effectifs des fonctionnaires et l'augmentation du temps de travail (suppression des 35h). Le slogan FN du "tous pourris" (sauf nous) fonctionne par ailleurs à plein rendement dans l'opinion.

Bien qu'elle prévoit encore de l'aggraver en gouvernant sans le Parlement, par décrets, pour imposer le plus de régressions sociales possible, sa politique économique et sociale de prédilection ayant été déjà menée par les socialistes, la droite a par ailleurs entamé une course aux solutions droitières les plus extrêmes qui la disqualifie auprès de l'opinion, laquelle préférera probablement l'original à la copie : Le FN, qui a réussi à faire croire, non sans une complicité certaine des grands médias, à sa virginité dans les affaires, plutôt que les vieilles lunes habituelles. Et pourtant, non, en aucun cas, le FN n'est le défenseur du peuple et ses "solutions" simplistes, inhumaines et liberticides ne mettent pas en cause le système établi de la domination oligarchique.

Seul à droite, cependant, le Front National de la haine prétend pouvoir récolter les fruits vénéneux des affaires politico-judiciaires, de Bygmalion à Cahuzac, mais aussi des attentats terroristes et des suites migratoires de la guerre au Moyen Orient. Pourtant, toujours pas d'autre programme pour lui que la "préférence nationale" et la haine des étrangers, surtout "arabes" ou musulmans, Noirs aussi.

Pour résoudre le chômage, le FN voudrait renvoyer les travailleurs émigrés (et les enfants d'émigrés), "chez eux" et les femmes, au foyer ! N'oublions pas, pêle-mêle, l'interdiction de l'avortement, du mariage pour tous et du burkini, pas d'aide sociale, pas de soins aux malades étrangers ni de sécurité sociale pour eux, ni même d'accueil simplement un peu humain.

Quant aux autres difficultés économiques, le retour au franc, une bonne dose de protectionnisme et l'affaire sera jouée. Ces idées nauséabondes ou simplistes trouvent effectivement malheureusement preneurs même au-delà des habitués des cafés du commerce !

Il n'est toutefois pas certain, même en atteignant 25 à 30 % au premier tour, que ce soit suffisant pour l'emporter au deuxième, les réserves électorales de l'extrême droite étant -par bonheur- relativement vite épuisées !

En face de tous ces gribouilles à la dangerosité avérée, un seul candidat rassemble le plus d'intentions de vote sur les valeurs humanistes de la gauche et arrive désormais en tête jusqu'ici dans tous les sondages parmi les électeurs de gauche pour les représenter. C'est Mélenchon. Il devrait donc bénéficier à son tour en toute logique du phénomène "vote utile".

Il s'est porté candidat le premier à gauche, en expliquant qu'il ne participerait pas à des primaires qui pourraient, en cas de victoire d'un pré-candidat tel que Hollande, Valls ou Macron, l'obliger à défendre une politique à laquelle il est opposé. Depuis, Macron s'est positionné comme adversaire de droite d'Hollande, au point d'ailleurs, de susciter la sympathie des centristes !

Jean-Luc Mélenchon propose d'ailleurs, et cela devrait couper court à toute suspicion d'individualisme, une fois élu, de convoquer une assemblée constituante et de démissionner ensuite, une fois la nouvelle constitution adoptée. Il prône en effet l'avènement d'une 6<sup>ème</sup> république qui en finirait avec la monarchie présidentielle de la 5<sup>ème</sup> et constituerait le nouveau pacte civil et laïc entre les citoyens, quelque soit leur origine.

Disposant de l'expérience de la campagne précédente et d'un talent certain d'orateur, il s'appuie sur l'acquis des 4 millions de voix obtenues en 2012 et sur le programme de l'époque, "l'Humain d'abord", revisité par les internautes du Mouvement des Insoumis qu'il vient de créer en février dernier et rebaptisé "L'Avenir en commun" pour mieux tenir compte, entre autres, des nécessités écologiques actuelles. Il veut, par exemple, rembourser la dette écologique et agir en faveur d'une agriculture paysanne plus vertueuse, au moyen d'une planification écologique.

Les écologistes politiques, eux, qui ont décidé de présenter leur candidat à ces élections présidentielles, en sont à choisir ce candidat à travers des primaires internes à leur parti. Mais qui a entendu parler de leur programme ? De toute façon, après les trahisons successives de leurs chefs de file qui se sont vendus au PS pour quelques maroquins de ministres, quitte, ensuite à abandonner le navire lorsqu'ils ont commencé à le sentir couler, et après la mise en minorité de leur figure la plus médiatiquement connue, Cécile Duflot, on ne peut pas dire qu'ils aient la confiance des électeurs. Les sondages les situent aujourd'hui extrêmement bas sur l'échiquier des pronostics : moins de 3% !

2 ou 3%, c'est sans doute aussi à peu près, ce que pèse actuellement électoralement le PCF tout seul, après son échec historique lors de la candidature Buffet (moins de 2%), son début de redressement grâce à l'épisode Front de Gauche, suscitant alors l'espoir d'une véritable opposition de gauche libérée du réformisme, et, tout récemment, après ses tergiversations quant à ses alliances électorales -pour ne pas dire électoralistes- aux régionales, un coup avec le PS, un coup avec les Verts, un coup avec le PG.

Le PCF pourtant, a longtemps tardé à soutenir, ou à proposer, un candidat pour les présidentielles. Il hésitait avec un candidat issu du sérail (Pierre Laurent ? André Chassaigne ?) et exprimait des griefs nombreux, surtout sur la forme, avec son champion de 2012, Mélenchon. Le principal reproche formulé d'abord par le PC à l'égard de Mélenchon était la précocité de sa candidature et l'absence d'un programme consensuel établi avec (par ?) les communistes. Quelle est donc cette base programmatique réclamée par le PCF pour engager une discussion sur le candidat commun potentiel ? S'opposerait-elle à l'Humain d'abord ?

Car "L'Avenir en commun", programme maintenant proposé par le Mouvement des Insoumis, déclare s'appuyer sur "l'Humain d'abord". En voici, de façon non exhaustive, quelques unes des mesures d'ores et déjà validées par les Insoumis :

- Réunion d'une Assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution
- Droit de vote à 16 ans, droit de révocation des élus, referendum d'initiative citoyenne, droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers, non-cumul des mandats, etc.
- Élection de l'Assemblée nationale à la proportionnelle, suppression du Sénat, etc.

- Abrogation du concordat d'Alsace-Moselle, liberté de conscience, pas de financement public pour les édifices religieux, ni les activités culturelles et les établissements confessionnels, etc.

Mais aussi :

- Reconnaissance de la citoyenneté dans l'entreprise, droits de contrôle donné aux Comités d'entreprise sur les finances de l'entreprise, droit de veto suspensif contre les licenciements économiques, etc.
- Retour sur les programmes de privatisation, moratoire sur les partenariats publics-privés, etc.
- Interdiction des licenciements boursiers
- Abrogation de la loi El Khomri
- Réaffirmation du CDI comme norme des contrats de travail, titularisation des précaires de la fonction publique, etc.
- Instauration d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans, etc., création d'un service civique de 9 mois sans casernement, rémunéré au SMIC, avec formation militaire initiale et affectation ensuite à des tâches d'intérêt général, etc.
- Restauration du droit à la retraite à 60 ans, revalorisation des pensions et augmentation du minimum vieillesse, etc.
- Généralisation de la 6<sup>ème</sup> semaine de congés payés, aller vers les 32h, etc.
- Fixation d'un salaire maximum autorisé pour limiter l'écart de 1 à 20 entre le plus haut et le plus bas salaire de l'entreprise, etc.
- Création d'une "garantie dignité" = aucun niveau de vie en-dessous du seuil de pauvreté, atteindre l'objectif de zéro sans-abri, etc.
- Interdiction des expulsions locatives sans relogement, construction de 200 000 logements publics par an pendant 5 ans aux normes écologiques, etc.

Et encore :

- Réalisation d'un audit de la dette publique pour déterminer la part illégitime et renégociation, etc.
- Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches, instauration d'un revenu maximal autorisé (100% de prélèvement au-dessus de 33 000 € par mois), etc.
- Renforcement de l'ISF (impôt sur la fortune), suppression des niches fiscales injustes, etc.
- Interdiction aux banques françaises de toute activité dans les paradis fiscaux, etc.
- Inscription dans la constitution de la règle verte, instauration de la planification écologique, sortie du nucléaire, entre autres, en fermant immédiatement Fessenheim et en abandonnant les projets d'EPR, retour sur la libéralisation du marché de l'énergie, etc.
- Retour sur la loi Macron, nationalisation des autoroutes, sortie progressive du diesel, développement du cabotage maritime, etc.
- Refus des TAFTA, CETA et TIS, s'exonérer des traités européens (pacte de stabilité, détachement des travailleurs, privatisation des services publics, mouvements de capitaux, etc.), etc.

- Sortie de l'OTAN, du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC et soutien de l'ONU, etc.
- Reconnaissance de l'État palestinien, fin de la Françafrique, adhésion à la banque de développement des BRICS et contribution à une nouvelle alliance altermondialiste, etc.

Et aussi :

- Création d'un pôle public du médicament, abolition des dépassements d'honoraires, légalisation et encadrement de la consommation, de la production et de la vente du cannabis, objectif 0 obstacle pour les handicapés, etc.
- Etc., etc.

On le voit, ce programme n'est pas un programme communiste, il ne prône pas le renversement de la société capitaliste ni son remplacement par une société communiste ou même socialiste, mais il va bien au-delà d'un simple aménagement de la société libérale. Il constitue l'amorce d'une vraie révolution citoyenne et replace, comme son prédécesseur de 2012, l'humain d'abord", l'humain au centre de la construction politique.

C'est sans doute pourquoi le PCF n'en discute guère les objectifs et n'en avance pas vraiment d'autres. Pierre Laurent aurait-il pu engager son parti contre Mélenchon et contre ce programme ? Il a expliqué pourtant lui-même (discours aux personnalités, Fête de l'Humanité) : *“Si sur la sortie de l'austérité nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la relance des investissements nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la refonte de l'Europe nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la VI<sup>ème</sup> République nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la planification écologique nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la relance des services publics nous sommes d'accord sur l'essentiel, c'est une bonne base de départ, non ?”* mais c'était pour aussitôt récuser le candidat naturel de la gauche aux présidentielles : *“Arrêtez de faire le pari fou qu'un seul individu, aussi talentueux soit-il, sera en mesure de capter à lui seul, sans dynamique unitaire, l'affaiblissement de François Hollande. Cela n'arrivera pas”*. De qui parlait-il ainsi, sinon de Mélenchon ?

En tous les cas, le parti communiste a entretenu un flou inquiétant quant à ses intentions réelles pour les prochaines élections. Pierre Laurent, après avoir envisagé toutes les solutions de remplacement possibles à la candidature Mélenchon : Hulot, Hamon, Filoche, Montebourg, même Duflot ou Aubry et pourquoi pas Laurent lui même, paraissait en fait tellement opposé à cette candidature Mélenchon qu'il semblait prêt à faire l'impasse sur ces élections au profit des législatives pour lesquelles il semblait croire que quelques accords avec le PS pourraient permettre de sauver quelques places.

Sauf qu'une bérézina pour le PS s'annonce aux présidentielles, puis aux législatives suivantes et qu'elle entraînera, c'est sûr, tous ses alliés dans la chute !

Cette indécision a été dommageable pour les idées de la gauche anti libérale car le soutien communiste est utile à tous ceux qui se battent pour hâter la fin du système d'asservissement de l'homme par l'homme. Elle laissera des traces.

Même si cela passait par un soutien à un réformiste social démocrate, ce que serait Mélenchon selon ceux qui proposent par ailleurs souvent une alliance avec le PS, nous, partisans d'un changement profond de société et promoteurs de l'humain d'abord, avons la possibilité aujourd'hui, d'utiliser ce programme et son candidat comme une arme qui peut être décisive pour combattre cette société libérale dans laquelle nous vivons et qui nous écrase ! Pourquoi nous en priver ?

**Investissons le programme des Insoumis !**

**Œuvrons d'ores et déjà à la réussite de la seule candidature qui fera avancer nos idées et bénéficiera au peuple, celle de Jean-Luc Mélenchon !**

Nous pouvons très bien décider de dire non à tous les auto-proclamés experts médiatiques de la politique, et imaginer cet autre scénario : Mélenchon, qui est aujourd'hui crédité de bons sondages le plaçant déjà en tête de la gauche, se hisse devant un des représentants de la droite, LR ou FN et finit par l'emporter au second tour.

Nous écrivons alors ensemble notre histoire commune. Pourquoi l'heure ne serait-elle pas davantage à la révolution politique pour construire une société humaine et solidaire ?

Nous savons bien que nous n'avons pas –a priori- tous le même avis sur les moyens à mettre en œuvre pour changer la société, cependant, ce qui nous anime les uns et les autres, c'est la volonté d'agir. Faisons réagir aussi nos amis, nos voisins, nos familles ! Les manifestations contre la loi El Khomry l'ont montré, nous sommes capables de nous mobiliser, alors faisons-le ensemble, ici et dès maintenant, à Périgny et mettons nous en ordre de marche pour dire et promouvoir la société que nous voulons !

À cette fin, nous vous invitons à participer à une

**RENCONTRE CITOYENNE**  
**MERCREDI 9 NOVEMBRE A 18H30**  
**SALLE DE REUNION DE LA MAISON DES JEUNES**  
**GRANDE RUE (en face du gymnase)**  
**17180 PERIGNY**

*PATRICK JOB*

*DANIEL VINCE*